

FEDERATION SYNDICALE des activités
postales et de télécommunications
25/27 rue des Envierges 75020 PARIS
Tél 01 44 62 12 00
Fax 01 44 62 12 34

Communiqué

Privatisation de La Poste

Estrosi lave plus blanc !

Le gouvernement n'est pas tranquille sur le dossier de privatisation de La Poste, c'est en substance ce que la fédération SUD PTT retire de l'entrevue de ce jour avec le ministre de l'industrie. Une panoplie de pseudo garanties a été sortie pour cette occasion, en réponse aux nombreuses observations justifiées que le projet de loi suscite. Tout cela relève de la gesticulation !

Une formule qui garantira une poste 100% publique

Les lois de privatisation de France Telecom et d'EDF GDF en comportaient aussi une, nous savons ce qu'il en est aujourd'hui. Il n'est pas déplaisant de constater que Christian Estrosi prétend garantir, par une nouvelle formulation, le « 100 % Public » ! Jusqu'alors, gouvernement et direction de La Poste affirmaient que le projet de loi le garantissait déjà. Jean-Paul Bailly déclarait récemment : « Le projet de loi prévoit un capital 100 % public. C'est clair. Cela ne peut pas être plus clair ». Comme la lessive de Coluche qui lavait plus blanc que blanc, Christian Estrosi garantit plus clair que clair !

Une garantie à minimum des financements des missions de service public

Le minimum ne suffit pas, en tout état de cause, l'Etat est redevable d'environ 1 milliard d'€ annuel à ce titre. La seule mesure juste serait de rémunérer l'intégralité des missions de service public à La Poste. Nul besoin de changer de statut pour cela !

Le maintien de l'affiliation des salariés à l'IRCANTEC

Ce changement de régime est discrètement éludé par le projet de loi et pour cause, une désaffiliation massive mettrait en péril le régime des élus locaux et pénaliserait les agents assujettis à l'ARCO ou l'AGIRC moins avantageux. Explosif !

D'ores et déjà, Christian Estrosi suspend cette possibilité à la conformité d'une telle décision au regard du droit communautaire. Belle façon de se dédouaner au cas ou ... !

Le ministre de l'Industrie ne rassure pas sur l'avenir de La Poste, il lui faudra sortir le casque lourd à la rentrée. Avec la mobilisation du personnel et avec la consultation organisé par le comité national pour un référendum, tout sera mis en œuvre pour faire tomber le projet de loi !